

nous arrivât tous les ans un nombre raisonnable d'émigrés. Tout en me plaçant dans un juste milieu, je n'oublie pas, je le répète, que nous éprouvons un besoin impérieux de grossir la population du pays; cependant, nous devons le faire prudemment dans le dessein d'assimiler ceux qui viendront parmi nous et de créer un type de citoyen dont nous tireons vanité. Cela nous amène à traiter la question suivante à laquelle je ne m'attarderai pas.

En tenant compte de toutes ces choses, quelle est la catégorie de gens que nous pouvons admettre au Canada et observer le plus facilement? Quels sont les meilleurs sujets que nous puissions recevoir parmi nous? Après avoir examiné la situation qui règne au pays, on est porté à conclure que nous n'avons guère besoin d'immigrants dans nos villes, notamment dans les grands centres. Les événements des deux dernières années ont démontré qu'il y a eu beaucoup de chômage et qu'en ajoutant à notre population rurale des groupes nombreux d'émigrés, nous ferions naître une situation qui causerait du tort au pays. Bien plus, nous devons reconnaître que, depuis un an ou deux un grand nombre de gens ont déserté nos villes et ont franchi la frontière pour se rendre aux Etats-Unis. Cette émigration a été accentuée par la conduite du gouvernement américain, qui a inscrit dans la loi sur l'immigration un article décrétant qu'au cours d'une année il n'admettrait aux Etats-Unis que 3 p. 100 des gens venus de pays étrangers, à l'exception du Canada. Celui-ci seul est excepté; de notre pays, on peut se rendre sans obstacle aux Etats-Unis. Cette prescription a causé chez nos voisins, principalement dans les villes, une insuffisance d'ouvriers qui est comblée par l'appart de notre population urbaine et, dans une certaine mesure aussi, par l'émigration de nos campagnards.

En passant, qu'il me soit permis de dire que je doute qu'il viendra un temps où l'exode des nôtres aux Etats-Unis cessera. J'ai suivi attentivement les événements des quinze dernières années et je constate qu'il est assez surprenant que l'émigration se soit maintenue pendant cette période de temps. Elle a légèrement varié, étant tantôt moindre et tantôt plus forte, sans être pleinement compensée par les migrations américaines de certaines années. Durant tout ce laps de temps, l'exode paraît s'être maintenu et il continuera probablement pendant quelques années encore. Par conséquent, nous sommes circonscrits dans le domaine industriel, particulièrement dans les villes, bien que cela soit moins apparent aujourd'hui qu'il y a trois mois, et nous avons un champ restreint pour recruter des immigrants afin de peupler nos campagnes.

Cette réflexion m'amène au point où je désire examiner pendant quelques instants l'état de choses qui prévaut dans nos districts ruraux. Je sais que les députés de la gauche diront qu'il faut attribuer à deux ou trois causes principales la situation financière dans laquelle l'agriculture se trouve aujourd'hui. Le tarif y est peut-être pour quelque chose; cette situation peut être causée par la cherté du transport; le taux de l'intérêt est déraisonnable dira-t-on. J'admettrai jusqu'à un certain point, ne voulant pas manquer de bon sens, que plusieurs de ces choses, accompagnées d'une baisse subite du prix des produits agricoles, sans une diminution égale du prix des articles dont le cultivateur se sert, contribuant à la situation qui règne aujourd'hui. Cependant, soyons loyaux. Il y a probablement d'autres facteurs. Je parle à titre d'intéressé parce que l'agriculture est une seule occupation et que je suis au courant des conditions, n'est-il pas vrai que la plus-value causée par la guerre nous a créés des embarras dans l'acquisition des terres et dans la réalisation d'une ambition que nous avons probablement poussée trop loin? Je n'oublie pas que quelques-uns pourraient dire qu'on nous a encouragés dans cette voie; qu'on nous a demandé de produire plus que jamais afin que les approvisionnements répondissent aux exigences de cette époque-là. Je me rappelle tout cela; cependant, les embarras où nous sommes maintenant proviennent probablement de ce que nous sommes allés trop loin. Toutes ces causes que je n'ai pas le temps d'examiner ont laissé l'agriculture dans un état de dépression d'une extrémité à l'autre du pays.

Au demeurant, en jetant un regard sur le passé, nous devrions y trouver des raisons d'espérer. Je sais qu'il y a dans ces murs plusieurs députés qui se souviennent des premières années qui ont suivi 1890. A cette époque-là, je m'adonnais à l'agriculture dans la province d'Ontario—et probablement plusieurs des personnes présentes se livraient à la même occupation—et l'agriculture était alors dans un état pire qu'aujourd'hui, d'après moi, je me rappelle que les prix du blé, des bêtes à cornes, des produits laitiers étaient plus bas qu'ils n'ont été pendant les deux dernières années.

D'un autre côté, je dois le dire, le prix des choses qu'il nous fallait acheter pour l'exploitation de notre industrie s'était aussi abaissé de 25 ou de 30 p. 100, ce qui équilibrait passablement la situation. Cet état des choses fut assez lent à s'améliorer. A vrai dire, il y eut commencement d'amélioration en 1894, 1895 et 1896, et mon honorable collègue des Finances (M. Fielding) vous dira, j'imagine, que c'est en 1896 que s'ouvrit véritablement l'ère de prospérité. Dans le cas actuel, on constatera